



# LIT

Ligue  
Internationale des  
Travailleurs - Q.I.

en Belgique

0,50 €

Quatrième Internationale

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes - K. Marx

## L'Argentine :

# Une révolution en marche



Cette brochure est la traduction du N° 93 de la revue  
**Correo Internacional** de la LIT-Q.I.

## LA RÉVOLUTION A ÉCLATÉ

Alejandro Iturbe - Argentine

"La caractéristique la plus indiscutable des révolutions est l'intervention directe des masses dans les événements historiques. En temps normaux, l'Etat, qu'il soit monarchique ou démocratique, se trouve « au dessus » de la nation ; l'histoire se développe à charge de spécialistes de ce métier : les monarques, les ministres, les bureaucrates, les parlementaires, les journalistes. Mais dans les moments décisifs, quand l'ordre établi se fait insupportable pour les masses, ceux-ci rompent les barrières qui les séparent de la scène politique, passent outre leurs représentants traditionnels et créent ainsi, par leur intervention, le point de départ pour un nouveau régime. Laissons aux moralistes le soin de juger si cela est bon ou mauvais. A nous, il nous suffit de prendre les faits tels qu'ils se présentent dans leur développement objectif. Pour nous, l'histoire des révolutions est avant tout l'histoire de l'irruption violente des masses dans le gouvernement de leur propre destin." (Léon Trotsky, Prologue à Histoire de la Révolution Russe).

Dans notre pays une véritable révolution ouvrière et populaire a commencé : en moins de deux semaines, une mobilisation incontrôlable des masses a détrôné deux gouvernements, et a laissé en ruines le régime démocratique bourgeois. Dans le vocabulaire de notre courant moréniste, il s'agit d'une 'révolution de février'. Mais, quoiqu'il y ait eu un triomphe par le négatif (en finir avec ce qu'ils ne voulaient plus), les masses ne sont pas parvenues à imposer leur propre issue. La bourgeoisie a de nouveau mis le pouvoir dans les mains d'un des leurs. La révolution continue, la tâche à l'ordre du jour est maintenant de développer le processus vers son étape suivante : la lutte pour le pouvoir ouvrier et populaire et le triomphe de la révolution ouvrière et socialiste.

### La genèse de la révolution

Les événements de fin d'année ne sont pas nés de nulle part. Il est impossible de les comprendre sans considérer la politique de recolonisation menée par l'impérialisme dans l'ensemble de l'Amérique Latine, l'escalade dans le pillage, et la réponse du mouvement de masses, processus analysé dans les Thèses sur l'Amérique Latine, approuvées lors du dernier Congrès de la LIT. L'Argentine est un exemple extrême, aussi bien dans l'envergure du pillage impérialiste que dans la force de la réponse des masses.

\* La déprédation impérialiste a généré d'abord une récession persistante ; puis une crise de plus en plus aiguë, et finalement un éclatement virtuel de l'économie (voir l'encadré : **les chiffres du pillage**). A la fin de novembre 2001, les banques et les grandes entreprises commencent à sortir les capitaux de façon accélérée et font éclater la convertibilité. Le gouvernement installe le "corralito", une confiscation virtuelle des épargnes bancaires de la population. Le manque de liquide provoque une coupure dans la chaîne des paiements, y compris le paiement des salaires, et une semi-paralyse de toute l'économie.

\* Les masses répondent aux attaques avec des **luttés permanentes**, un processus auquel s'incorporent peu à peu la classe moyenne et des secteurs bourgeois inférieurs qui, en Argentine, ont été un coussin qui amortissait la lutte des masses. Mais au delà de leurs péripéties, chaque vague de luttes a été plus ample et plus radicalisée que l'antérieure, mettant contre les cordes le gouvernement avec ses plans : sept grèves générales les dernières deux années, des grèves d'enseignants et de travailleurs de l'état, coupures de route des 'piqueteros', la grève de Aerolineas Argentinas (qui a été une expression du profond sentiment anti-impérialiste de la population), etc.

\* La crise économique et les luttes ouvrières et populaires ont transformé les divergences entre différents secteurs bourgeois en **lutte ouverte**. Toutes les institutions du régime démocratique ont souffert une érosion impressionnante, au point d'être pratiquement paralysées dans leur activité, et en même temps être répudiées toujours d'avantage par la population. De cette façon, en mars 2001 c'est déjà une crise révolutionnaire qui apparaît dans le processus qui a mené à la chute de López Murphy et l'arrivée de Domingo Cavallo. Un exemple éloquent de cette rupture des masses avec les partis et les institutions du régime ont été les élections d'octobre 2001 ; la rupture s'est manifestée par l'ampleur de ce qu'on appelle le 'vote ras le bol' et dans le score électoral excellent de l'ensemble de l'extrême gauche.

#### Les chiffres du pillage

Beaucoup de correspondants étrangers se demandent dans leurs notes : "Qu'arrive-t-il aux argentins ?" La réponse est aussi évidente comme absente dans la presse bourgeoise : à l'Argentine, il lui arrive le **capitalisme impérialiste** et sa politique féroce de colonialisme et de pillage. Voyons deux aspects cruciaux du processus.

\* Entre 1995 et 2001 le pays a payé effectivement et en réalité (c'est à dire, non par des refinancements ou par des mouvements comptables mais **cash**) près de **40.000 millions de dollars en terme d'intérêts de la dette extérieure**.

\* Entre 1998 et 2001 s'est accumulée un **désinvestissement de 45.000 millions de dollars** (c'est à dire, de l'argent que les entreprises et les banques ont gagné et qu'ils n'ont pas réinvesti dans le pays, et qu'en ce moment ils ont certainement déjà sorti du pays).

En additionnant les deux montants, on arrive à un vol de 85.000 millions de dollars. Les économistes considèrent que chaque dollar investi génère une production de 1,3 dollar après un an. Un simple calcul nous donne alors une production potentielle manquante de 110.000 millions de dollars. En d'autres mots, sans ce vol, l'Argentine pourrait avoir actuellement (selon le cours du dollar employé) un produit intérieur brute qui dépasse entre 55% et 80% l'actuel..

## Les journées décisives

Le **13 décembre**, les trois centrales syndicales appellent à une grève générale contre le "corralito" et contre d'autres mesures économiques. La grève est massive et elle anticipe l'explosion de la semaine suivante.

Le **19/12**, à Buenos Aires et dans beaucoup d'autres villes, des milliers de personnes **des secteurs les plus appauvris** se concentrent devant les supermarchés pour exiger qu'on leur donne de la nourriture, ce qui a abouti à des pillages massifs. La répression de la police commence. Certains propriétaires de magasins et des gardes privés des grandes surfaces attaquent les pillers avec des armes à feu ; il y a des blessés et les premiers morts tombent.

Ce même jour, à La Plata, **des milliers de travailleurs de l'état et des enseignants** se mobilisent et essaient d'occuper les bâtiments de la législature contre une loi qui liquide leurs acquis comme travailleurs. Ils font face à la police et il y a des dizaines de blessés par balles en caoutchouc. A Córdoba se mobilisent les **travailleurs municipaux**, aussi avec des affrontements durs. Des affrontements similaires se produisent dans la province de Neuquén.

Le soir, De la Rúa s'adresse à la population par télévision et annonce l'état de siège "*pour défendre les vies et les biens*". C'est le détonateur : dans les heures qui suivent, sans aucune convocation, des milliers de personnes descendent dans la rue dans les quartiers de la Capitale Fédérale et du Grand Buenos Aires pour réaliser un "cacerolazo". Spontanément, les colonnes des quartiers commencent à marcher vers la Plaza de Mayo au cris de "*Ce sont des cons, l'état de siège, qu'ils se le mettent dans le cul !*". et "*Qu'ils s'en aillent tous !*". Plus de 200.000 personnes sont descendues dans la rue cette nuit, et près de 100.000 sont arrivées à la Plaza de Mayo. La répression commence après minuit et un manifestant est tué. La plupart des gens se dispersent mais il y a un secteur qui résiste. A l'aube, on apprend déjà la renonciation du ministre de l'économie, Cavallo.

Moyano, le dirigeant de la CGT, déclare que "*le meilleur soutien que nous pouvons apporter est de rester dans la passivité*". Une attitude similaire est adoptée par les autres directions. Quelques jours avant déjà, la CTA, le mouvement des 'piqueteros' et les partis de gauche avaient appelé à une concentration face au parlement pour le lendemain (20/12). **La CTA et le CCC se plient à l'état de siège et annulent l'appel**. Mais il y a eu des secteurs qui ont rejoint le mouvement de masse et ne se sont pas pliés à l'état de siège. C'est le cas de SUTEBA-Matanza, de sections de ATE du Grand Buenos Aires, de secteurs d'enseignants universitaires, du Syndicat des Messagers et Cadets (les "motoqueros") des organisations de 'piqueteros' (MTR, MIJP, MTD 'Anibal Verón' et d'autres groupes plus petits) et de la gauche (IU, PO, PTS, FOS, CS, MAS, LSR, etc.). Tous ont répondu à l'appel, ont participé activement aux combats et ont fait face à la police, dans un mouvement constant d'avance et de recul, pour essayer d'arriver à la Plaza de Mayo. Les 'motoqueros' ont aidé pour maintenir informés et pour coordonner les différents secteurs de la mobilisation.

Après un essai sans succès de former un gouvernement d'unité nationale avec le péronisme, De la Rúa présente sa démission, et à 19 h 50 il est retiré du siège du gouvernement en hélicoptère, une image cruelle et frappante de sa défaite.

La première phase de la révolution avait triomphé. Cela n'a pas été un triomphe facile ni gratuit : il y a eu plus de trente morts et des centaines de blessés par la répression policière et para-policière.

### La brève période de Rodríguez Saá

Le 22/12, l'Assemblée Législative nomme Adolfo Rodríguez Saá (gouverneur péroniste de la province de San Luis) comme président pour trois mois, et vote la décision d'organiser des élections présidentielles en mars. Comme résultat direct de la révolution, Rodríguez Saá annonce la suspension du paiement de la dette extérieure (ce qui de toute façon était déjà un fait) et promet le beurre et le prix du beurre : réactivation de l'économie et un million d'emplois nouveaux. Il essayait de cette façon rester les deux années qui manquaient pour compléter le mandat de De la Rúa. Mais très vite, la réalité se charge de pulvériser ce songe : une nouvelle onde de 'cacerolazos' et une offensive des secteurs les plus forts du péronisme l'obligent à renoncer le 29/12 ; un nouvel épisode (plutôt court) de la révolution.

### Duhalde président

Finalement, le 2/1, Eduardo Duhalde (un des principaux dirigeants du péronisme) est élu par l'Assemblée Législative comme président jusque 2003 par une majorité confortable.

Mais le gouvernement Duhalde est lui aussi d'une faiblesse extrême. Il est mis sous pression, d'un côté, par le refus des secteurs les plus forts de la bourgeoisie (les banques, les entreprises pétrolières, les entreprises de services privatisées) de céder quoi que ce soit de leurs gains fabuleux pour résoudre la terrible crise financière. Par exemple, pour améliorer les fonds de l'état, Duhalde a voulu introduire un impôt additionnel sur les compagnies pétrolières. Face à la pression de ces entreprises, il a échangé ce nouvel impôt contre un prêt au gouvernement de 1.600 millions de dollars. Et maintenant, les compagnies pétrolières disent que cet argent, en fait, n'est pas un prêt mais une avance, sur le compte des impôts normaux à payer dans le futur.

D'autre part, la lutte et la mobilisation ouvrière et populaire ne se sont pas arrêtées un seul instant. Ces derniers jours, il y a eu des soulèvements populaires violents en province (Santa Fè, Jujuy, Entre Ríos, Córdoba et San

Juan), tandis qu'à Buenos Aires il y a des mobilisations massives d'épargnants et de commerçants contre les banques et contre la Cour Suprême de la Justice (qui s'est déclarée d'accord avec le "corralito").

### **Force et faiblesse de la révolution**

La révolution argentine satisfait amplement à la première prémisse signalée par Trotsky ("*l'intervention directe des masses dans les processus historiques*"), englobant un spectre social très vaste, attaqué par le capitalisme. Il ne s'agit pas, comme veulent faire croire certains media, d'une "*révolution de la classe moyenne*". Des milliers de travailleurs ont participé des mobilisations populaires du 20/12 et du 28/12 et il est impossible de comprendre ce qui est arrivé en ces journées sans faire le lien avec toutes les luttes antérieures (spécialement la grève du 13/12). Mais ce qui est fondamental, c'est que les tâches à l'ordre du jour sont celles d'une vraie **révolution ouvrière et populaire**. Et les **actions des masses** vont dans ce sens : pour résoudre les problèmes les plus urgents, elles se dirigent contre les piliers du capitalisme : les grands supermarchés, les banques, les entreprises privatisées. Elles se dirigent aussi contre le régime et contre l'état, qui défendent cette propriété capitaliste-impérialiste. Le développement normal du processus est la **révolution ouvrière et socialiste**, étant donné que la seule manière d'obtenir ces revendications minimales des masses est **l'instauration d'un gouvernement des travailleurs et du peuple** qui applique un programme anticapitaliste.

Le **caractère massif de la mobilisation** est un des points forts de la révolution. Un autre aspect, extrêmement positif, est la **rupture des masses avec les partis patronaux et les directions bureaucratiques**, comme expression d'un processus croissant de rupture avec ses propres illusions dans la démocratie bourgeoise. Le troisième élément favorable est **l'état délibératif populaire** qui s'est créé partout, et **l'avènement d'assemblées et de structures coordinatrices** qui regroupent un grand nombre de gens, dans les quartiers et les communes (voir encadré).

Mais la **trahison des principaux dirigeants syndicaux et de leurs centrales** (accompagnés malheureusement par le CCC et la direction des piqueteros de D'Elia y Alderete), si elle n'a pas pu empêcher la révolution, **est parvenu quand même à empêcher que les travailleurs prennent la direction du processus avec leurs organisations**. Voilà une des faiblesses principales de l'état actuel de la révolution.

Une autre faiblesse du processus est **l'absence d'une direction révolutionnaire (ou au moins une alternative claire)** qui puisse capitaliser la rupture du mouvement de masses avec ses anciennes directions.

Finalement, un troisième aspect faible est **l'absence d'organismes de double pouvoir**, par lesquels les masses puissent commencer à prendre en mains la résolution de leurs problèmes y qui puissent, centralisés dans tous le pays, donner la base d'un nouveau régime de pouvoir ouvrier et populaire. Les Assemblées de quartier de la Capitale Fédérale et les Multi-sectorielles et les structures coordinatrices du Grand Buenos Aires et en province peuvent indiquer une dynamique dans ce sens (voir encadré).

### **La politique de la LIT et du FOS**

Dans plusieurs articles et notes antérieures (plus spécialement à propos de la crise du 20/03/2001) nous avons présenté le programme plus général que propose le FOS pour résoudre le désastre du pays. Nous n'y revenons pas maintenant et nous nous concentrons plutôt sur la politique pour essayer de surmonter les faiblesses que nous avons signalé.

\* En ce qui concerne les nouveaux organismes des masses, il faut avancer dans le développement et la centralisation de ce qui existe déjà. **Impulser toutes les formes de coordination et d'assemblées populaires par commune, zone ou région**, en cherchant l'unité entre travailleurs et chômeurs, et avec les autres secteurs de la population. De plus, nous considérons qu'il est fondamental de les **munir d'un programme d'action** qui, sans oublier les tâches plutôt stratégiques, répond au problème de **comment garantir les questions essentielles comme la nourriture, les médicaments et les services de base pour toute la population, le paiement des salaires et des pensions, la récupération de l'argent des petits épargnants, etc.** Dans ce cadre, il est indispensable de promouvoir les expériences de contrôle ouvrier et populaire des entreprises, des banques et des institutions de l'Etat, la seule manière de mener à bien ce qui a été signalé plus haut. Une autre tâche est la lutte pour la défense des libertés démocratiques. Par exemple le jugement et le châtiement des responsables de la répression et la liberté des militants emprisonnés.

Cette promotion des organismes ne sera possible qu'avec une bataille très dure contre les directions et les courants qui essayent avec désespoir de ramener les masses à l'intérieur de la clôture ou "corralito" du régime démocratique bourgeois.

\* En réponse au manque d'une direction à la lutte, le FOS et la LIT proposent la formation d'un **Front des Travailleurs et de la Gauche** qui puisse commencer à répondre à ce problème. La plupart des organisations de gauche se sont mis d'accord pour former une table de coordination. Ils étaient dans les luttes et ils ont élaboré le 22/12 une déclaration commune très correcte. C'est clair qu'il y a du progrès dans ce sens. Mais cela ne suffit pas pour combler le vide. Pour être une alternative beaucoup plus forte, il est indispensable qu'elle ait comme un de ses protagonistes **Luis Zamora**, qui est vu comme la référence la plus importante de la gauche par des secteurs de plus en plus amples des travailleurs et des masses. Cette table devrait

**Il est nécessaire de développer une campagne internationale de soutien à la lutte du peuple argentin.**

incorporer aussi **les dirigeants des luttes des piqueteros et les syndicats qui ont été du côté de la révolution** : Raúl Castells, Roberto Martino, Emilio Alí et le SUTEBA-Matanza, les sections de ATE, le SIMECA, les céramistes de Zanón, les mineurs de Rio Turbio, etc. Un front ou un mouvement avec ces caractéristiques serait certainement dans de bien meilleures conditions pour se postuler comme direction du processus.

\* En plus, il est nécessaire de développer une campagne internationale de soutien à la lutte du peuple argentin. En Amérique Latine, cela se fait de manière très concrète, par exemple, en cherchant à unifier les revendications et les luttes pour **le non-paiement de la dette extérieure, contre l'ALCA et contre tout genre d'agression impérialiste**. Bref, la lutte commune pour **la seconde indépendance latino-américaine**. Dans les pays impérialistes, la campagne doit être dirigée contre les états et les entreprises responsables du pillage qui a submergé l'Argentine et l'Amérique Latine.

Comme nous l'avons déjà signalé, les perspectives plus stratégiques du processus (c'est à dire, s'il parviendra à avancer, oui ou non, vers le triomphe de la révolution ouvrière et socialiste) dépendent dans une large mesure de la solution à ces faiblesses. Les tâches ne sont pas faciles, d'autant plus dans les délais accélérés que les révolutions imposent. Mais, comme disait Nahuel Moreno : *"il n'y a pas de Dieu ni qui que ce soit, qui ait établi d'avance que nous ne puissions triompher"*.

### Expériences d'organisation

La révolution a fait apparaître partout de nouvelles expériences d'organisation et de coordination très variées, dont le développement est la clé pour la suite du processus. Voyons quelques exemples.

\* Dans la Capitale Fédérale ont surgi **beaucoup d'assemblées de quartier** qui se réunissent au coin de la rue et où les voisins discutent et prennent des décisions. Celle de Floresta, à la suite de l'assassinat de trois jeunes par un agent de police, a obtenu la destitution de tout les chefs du commissariat du quartier. Il y a eu aussi déjà un début de coordination de représentants des différentes assemblées au Parque Centenario.

\* **En province**, beaucoup de révoltes populaires ont été dirigées par une coordination qui englobe depuis les chômeurs et les syndicats jusqu'aux commerçants et producteurs agricoles.

\* Particulièrement importante parmi eux est la coordination obtenue à **Neuquén**, qui a comme centre le syndicat des céramistes de l'usine de Zanón.

\* Certaines structures de coordination sont intégrées principalement par des syndicats (ou des courants syndicaux) et d'organisations de chômeurs. C'est le cas de celle d'**Almirante Brown** (Grand Buenos Aires) coordonnée par la CICOP (syndicat des médecins d'hôpital), ATE (employés de l'état), délégués d'enseignants, etc.

\* Dans la coordination **entre quartiers de González Catán et Laferrere**, les délégués des enseignants de SUTEBA-Matanza (soutenus par le syndicat) commencent à organiser les quartiers autour des écoles, pour commencer à résoudre les problèmes.

\* Finalement, est à remarquer la UTD de General Mosconi, à Salta, fondée par des anciens travailleurs du pétrole. C'est probablement l'organisation qui a le plus pris en mains la recherche de solutions aux problèmes de l'ensemble de la population ouvrière. Un correspondant la décrit comme *"une municipalité parallèle qui organise et garantit toutes les tâches (depuis la distribution des postes de travail obtenus, en passant par quels travaux à réaliser avec ces postes de travail, jusqu'à remplacer le directeur corrompu de l'hôpital) face à une Municipalité officielle qui a cessé de fonctionner"*. C'est la description d'un vrai double pouvoir.

### Petit glossaire

**corralito** ou 'clôture' : une mesure imposée par le gouvernement, selon laquelle les clients ne peuvent disposer de leur argent dans les banques que pour un montant très réduit par mois, une 'clôture' autour des épargnes des gens dans les banques.

**motoqueros** : membres du Syndicat des Messagers et Cadets (SIMECA), surtout des jeunes, qui ont eu une participation très active dans les luttes, avec leurs motos de service.

**piqueteros** : les protagonistes d'une forme de lutte qui s'est développée récemment en Argentine : on bloque les routes en y installant des barrages, des 'piquets'. Initialement un mouvement assez local et spontané, les piqueteros ont commencé à s'organiser dans l'ensemble du pays.

**CGT, CTA, CCC** : La Confédération Générale des Travailleurs est le syndicat national argentin le plus ancien; des courants d'opposition s'en sont détachés, dont la Confédération des Travailleurs Argentins, et plus tard, le Courant Classiste et Combatif.

**SIMECA** : voir motoqueros

**SUTEBA** : Syndicat Unique des Travailleurs de l'Éducation de la province de Buenos Aires ; sa section de Matanza (une commune périphérique de la capitale, très pauvre et très peuplée) joue un rôle de premier plan dans les luttes actuelles.

**UTD** : Unión de Trabajadores y Desocupados, une organisation de travailleurs et chômeurs, qui s'est développée à partir de la province de Salta.

# LES MARTYRS D'UN "ARGENTINAZO"

Victor Quiroga

Le bilan de deux jours d'affrontement a été de plus de trente morts. Certains ont été tués pendant les pillages dans différentes provinces. D'autres ont été assassinés à bout portant par la police et par les mercenaires à solde, appelés 'police privée'. Tous ont voulu défendre un gouvernement et un régime pourri qui tombait.

Une enseignante au coin de Diagonal Norte et 9 de Julio disait : "*Et moi qui pensait que les jeunes ne pensaient qu'à se divertir : au moment de la lutte ils étaient sur le front.*" Ce n'est pas par hasard que la plupart des morts étaient des "jeunes" de pas plus de 25 ans. Ils venaient à la Plaza de Mayo depuis les quartiers de la Capitale Fédérale et du Grand Buenos Aires. Beaucoup étaient de chômeurs, des étudiants, des militants ou des travailleurs au salaire misérable, tels que les "motoqueros".

Ils faisaient partie de cette nouvelle avant-garde de milliers et de milliers qui en ont ras le bol de tout : des politiciens, des dirigeants syndicaux, des juges, de la police... "*Qu'ils s'en aillent tous, qu'il n'en reste aucun*" et "*sans péronistes et sans radicaux, on vivra mieux*" étaient quelques uns de leurs slogans.

Leur courage et leur décision étaient grands. "Torse nu" ils ont affronté les gaz, les balles de caoutchouc et de plomb avec des pierres et des bâtons. Cela a été le cas des "motoqueros" qui, en maintes occasions, ont chargé avec leurs motos contre "les flics". Les jeunes ont été une partie très importante de cette avant-garde qui était présente dans tous les affrontements. Ils continuent à être présents dans les "cacerolazos", les marches des travailleurs et des épargnants.

## Pour le jugement et le châtement des assassins

La révolution argentine doit inclure dans son programme le jugement et le châtement des assassins et des responsables de la répression. Ce sera possible si on obtient la vraie justice, celle des jurés populaires et non celle de la bourgeoisie corrompue. De cette façon les responsables vont payer : De la Rúa, Cavallo, Mestre, etc. Mais aussi leur complices qui, au moment de la répression, se trouvaient sous le lit, les politiciens, les dirigeants syndicaux. Sauf les honorables exceptions de Zamora et des Madres de la Plaza de Mayo, les autres ont brillé par leur absence. Tous auraient pu arrêter la répression, auraient pu éviter les morts. Ni les "progressistes", ni les démocrates, ni les dirigeants syndicaux (Carrió, Bravo, le Polo Social, Frente para el Cambio, FREPASO, De Gennaro, Moyano, etc.) ne sont intervenus ; ils n'ont rien fait.

## Unité de ceux qui luttent

Nous pensons que cette avant-garde d'un très grand nombre de jeunes doit être un secteur fondamental dans un grand mouvement organisé de lutte. L'audace, la valeur et le courage, avec un programme et l'unité avec les chômeurs en lutte, les dirigeants ouvriers combattifs, les organisations de gauche avec lesquelles nous avons participé au 'Argentinazo', peuvent construire un puissant outil pour vaincre les plans de continuité de Duhalde ou de n'importe qui d'autre. Cette unité pourra servir aussi pour balayer les bureaucrates des syndicats, les traîtres des universités, et forger de nouveaux organismes démocratiques des travailleurs et du peuple, pour lutter pour un nouvel Argentinazo et le triomphe de la révolution socialiste.

## ISSUE DEMOCRATIQUE OU ISSUE OUVRIERE ?

Alicia Sagra

C'est un succès du processus révolutionnaire d'avoir provoqué une réflexion parmi les organisations de gauche qui font des pas pour surmonter la dispersion existante. Une Table de la Gauche a été formée, où des déclarations et des actions en commun ont vu le jour. Cette nouvelle réalité a permis de participer en bloc aux affrontements du 20 décembre et d'avoir affronté de façon unitaire la bande de Duhalde le 1 janvier.

Il est nécessaire d'avancer dans ce sens, en vue de la construction d'un grand mouvement ou front qui englobe les organisations sociales et les militants combattifs et qui puisse servir de référence politique pour les luttes du mouvement de masses. Pour le faire, il est important d'avoir un débat sur les différences. C'est dans ce but que nous voulons continuer la polémique à propos de quelle est l'issue à l'ordre du jour pour notre pays.

En lisant les déclarations communes, on dirait qu'il n'y a pas de différence sur ce point, étant donné qu'on parle de "issue ouvrière et populaire", "gouvernement des travailleurs", "plan ouvrier alternatif", et qu'on appelle à construire des structures de coordination, des assemblées populaires, etc.

Néanmoins, si nous observons la presse et l'activité au jour le jour des partis, ce n'est pas si simple. Par exemple, dans le journal, les tracts, les pancartes du Partido Obrero, il n'y a pas de doute que le slogan central n'est pas le gouvernement des travailleurs ni les assemblées populaires, mais l'Assemblée Constituante. C'est la proposition qu'ils font pour les nouveaux organismes qui sont en train de surgir. Et cette politique, quoique avec une intensité différente, est assumée aussi par le MST, par Izquierda Unida, par le PTS. Voilà pourquoi nous disons qu'au niveau de la gauche, il n'est pas clair si l'issue centrale proposée (pour maintenant, pas pour un futur incertain) est ouvrière ou est démocratique.

Personne ne discute l'importance des tâches démocratiques ; ce que nous affirmons, c'est qu'à l'ordre du jour se trouve le développement de la révolution ouvrière, et non l'approfondissement de la démocratie, et donc, que l'Assemblée Constituante ne peut être la tâche centrale.

Nous ne discutons pas non plus de la validité en général du mot d'ordre d'Assemblée Constituante. Au contraire, c'est un mot d'ordre qui, dans certaines circonstances, a un rôle mobilisateur très grand. Il en est ainsi quand il sert pour promouvoir l'alliance avec des secteurs non ouvriers, qui le voient comme un moyen pour obtenir leurs revendications spécifiques : terre, droits des indigènes et des peuples opprimés, libertés démocratiques formelles, etc. C'est avec ce critère que les bolcheviques ont avancé ce mot d'ordre en Russie en 1917, que Trotsky l'a conseillé pour la Chine après la défaite de la seconde révolution (1927-28) et qu'elle a été appliquée dans différents pays sous différentes circonstances similaires.

Ce qui attire l'attention en Argentine aujourd'hui, c'est le fait que ce ne sont pas les organisations non-ouvrières, avec des espoirs démocratiques (avec lesquelles on devrait se mettre d'accord), qui avancent le mot d'ordre d'Assemblée Constituante ; il n'y a que les organisations révolutionnaires qui l'avancent. Et dans le cas de P.O., ils l'avancent comme mot d'ordre central, comme la grande solution pour la révolution, comme mot d'ordre de pouvoir.

Mais cette tentative de chercher une issue à la révolution à l'intérieur des limites de la démocratie bourgeoise ne se limite pas seulement à P.O., ni se limite au mot d'ordre d'Assemblée Constitutive. Ce même mécanisme de raisonnement a mené le MST et IU à commettre la grave erreur de proposer à l'Assemblée Législative d'élire Zamora comme président. Cette proposition, même accompagnée d'un tas de dénonciations, impliquait reconnaître l'institution qui a été convoquée pour mettre un terme à la révolution par l'élection du nouveau président. La réponse de Zamora a été correcte, en disant qu'étant donné qu'il ne reconnaissait pas cette assemblée, il pouvait difficilement accepter d'être postulé devant elle.

### **Pourquoi insister tellement à trouver une issue démocratique ?**

Il est possible que derrière cette erreur commise par la plupart de la gauche argentine deux facteurs agissent. Le premier est en rapport avec l'extrême faiblesse de la révolution, l'absence d'organismes alternatifs de la classe ouvrière. Dans les moments critiques, cela mène à la recherche de raccourcis pour répondre au problème du pouvoir, comme c'est le cas avec l'Assemblée Constituante, ou quand on fait des propositions à l'Assemblée Législative 'afin d'éduquer'. On ne voit pas qu'il n'y a pas de raccourci pour le pouvoir, et que, quand il n'y a pas d'alternative ouvrière, cela ne sert à rien de proposer une alternative bourgeoise, pour démocratique qu'elle soit, et qu'il faut plutôt promouvoir le développement des embryons d'organismes ouvriers qui apparaissent. Le deuxième facteur peut être le fait de ne pas voir un des éléments de force de la révolution argentine : le processus croissant de rupture des masses avec leurs illusions démocratiques et avec les institutions du régime. Cette réalité est mise en évidence à travers l'action directe des masses, à partir du 19 et 20 décembre, et il avait déjà eu son expression électorale le 14 octobre. Ce n'est pas par hasard que les organisations qui donnent aujourd'hui tellement d'importance à trouver une issue démocratique sont celles qui n'ont pas compris le profond processus de rupture avec le régime qui s'est manifesté lors des élections, et qui avaient donné une interprétation négative au 'vote ras le bol'.

En conclusion, pour nous, ce qui est en cours est bien une révolution ouvrière, et c'est la raison pour laquelle l'Assemblée Constituante ne peut être l'issue pour cette révolution. Appeler à l'Assemblée Constituante n'est pas en opposition au pouvoir bourgeois. La preuve en est que même Duhalde a parlé de sa possible convocation. Mais en plus, pendant qu'existe cette nouvelle relation entre le mouvement des masses et ses illusions démocratiques, des mots d'ordre de ce genre perdent leur pouvoir mobilisateur qu'ils peuvent avoir dans des circonstances différentes.

Nous ne faisons pas cette discussion avec le souci de faire des bilans. Ce n'est pas le passé qui est le centre de notre intérêt mais le futur. Pour le développement de la révolution, il est indispensable que les nouveaux organismes se développent et se fortifient comme alternative de pouvoir. Mais s'ils prennent comme tâche centrale, en arrivant à l'Assemblée Constituante, ils vont se stériliser et nous courrons alors le danger certain que la révolution argentine soit englouti par le marais du parlementarisme bourgeois.

### **Le pillage d'Aerolineas Argentinas**

Nous complétons cette édition de *Correo Internacional* avec un article publié dans *A Luchar por el Socialismo* (janvier 2002), le mensuel du PRT, le parti espagnol de la LIT-Q.I.

Toute ressemblance avec le cas de la Sabena n'est pas pure coïncidence.

Aerolineas Argentinas (AA) était une entreprise rentable et solvable avec une flotte propre évaluée à 500.000 millions de dollars et des droits sur les routes de l'Argentine vers l'Europe et les EE.UU. et une route transpolaire. Pour offrir AA à Iberia, le gouvernement de Menem a absorbé toutes les dettes de l'entreprise, 868 millions de dollars. Les actions de l'état argentin ont été échangées contre des titres sur la dette extérieure, comptabilisés à 130 millions de dollars alors que leur cotisation sur le marché était de 73 millions. Le restant du prix de vente a été "payé" de la façon suivante : Iberia a demandé un prêt à une banque, offrant comme garantie les actifs de AA, et a ensuite converti le prêt en dette d'AA. De cette façon, une compagnie achetée sans dette se trouvait endettée de 970 millions six mois plus tard. Et ce n'est pas tout. AA perd 110 mille passagers car la partie la plus rentable des routes a été passée à Iberia; les 33 avions qui étaient propriété d'AA avant la privatisation ont été dilapidés: actuellement 15 sont loués et 15 autres ont été cédés aux banques à cause du non-paiement des prêts avec lesquels Iberia avait acheté AA. Dans la dette d'AA, un poste est significatif : 80 millions

de dollars en 'commissions'. Finalement, pour 'relever' la compagnie, la politique a été de diminuer les salaires de 30% afin d'aider les investisseurs argentins. En résumé, Iberia a 'acheté' AA pour la détruire et se garder les routes.

### **Les chiffres de la "dette"**

On dit que l'Argentine sombre dans le chaos. Ce n'est pas vrai. On est en train d'enfoncer l'Argentine dans un chaos, de l'anéantir, de la faire crouler sous une soi-disant dette extérieure, frauduleuse et sans égal. Depuis le début de la dictature militaire (mars 1976) à 2001, la dette extérieure s'est multipliée par 20, passant de 8000 millions de dollars à 160.000 millions, et pendant cette période, l'Argentine a déjà payé 200.000 millions d'intérêts, 25 fois la dette de 1976. L'un après l'autre, les gouvernements fantoches ont fait usage de l'Etat pour hypothéquer cette dette avec les entreprises publiques, et finalement pour 'vendre' ces entreprises aux multinationales. Ainsi, par ex., 46% de la richesse pétrolière est actuellement en mains de Repsol (Espagne), Shell, Esso et autres multinationales se répartissant le reste. Dans le cas de la privatisation de YPF, la compagnie pétrolière argentine, le gouvernement argentin a absorbé 8.540 millions de la dette de 11.300 millions de dollars et après la vente on a "découvert" des gisements de pétrole qui ont augmenté la valeur de la compagnie de 40%.

Éd. resp. : Jan Talpe - square Frans Hals 2, B23 - 1070 Bruxelles